

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes

Olivier MARION
Laura MOYON
Johann CARDES

**ASSOCIATION D'HABITANTS
POUR L'ANIMATION DU
QUARTIER DE LA BOULETTERIE/RICHARDERIE**

Association Loi 1901

29, Rue des Frênes
44600 SAINT-NAZAIRE

**Rapport du commissaire aux
comptes sur les comptes annuels**
Exercice clos le 31/12/2024



tél. 02.51.10.09.10 fax 02.51.10.09.11 web www.ecmarion.fr
101, avenue François MITTERRAND - BP 47 - 44611 SAINT-NAZAIRE CEDEX

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes

Olivier MARION
Laura MOYON
Johann CARDES

**ASSOCIATION D'HABITANTS
POUR L'ANIMATION DU QUARTIER
DE LA BOULETTERIE/RICHARDERIE**

29, rue des Frênes
44600 SAINT-NAZAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Mesdames les Co-Présidentes,
Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DE QUARTIER DE LA BOULETTERIE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



tél. 02.51.10.09.10 fax 02.51.10.09.11 web www.ecmarion.fr
101, avenue François MITTERRAND - BP 47 - 44611 SAINT-NAZAIRE CEDEX



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'annexe des comptes annuels expose :

- au paragraphe « créances », les modalités de valorisation et de dépréciation des créances ;
- au paragraphes « dettes », l'état des échéances des diverses dettes ;

Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié, aux travers de l'examen des comptes, la correcte évaluation des principales créances et dettes à la clôture de l'exercice.

- au paragraphe « Règles et méthodes comptables », les conventions comptables appliquées et notamment le principe d'indépendance des exercices.

Dans le cadre de notre appréciation de ce principe, nous avons vérifié le rattachement au bon exercice des subventions en rapprochant les sommes comptabilisées avec les conventions, et en vérifiant les montants portés en fonds dédiés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membre.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Nazaire,
Le 18/04/2025.

**Pour la société de commissariat
aux comptes MARION**

Olivier MARION
Commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop at the bottom and a vertical line extending upwards from the center of the loop, ending in a small horizontal dash.

Comptes annuels
au 31.12.2024

Comptes annuels

A handwritten signature in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signature is stylized and appears to be a single letter, possibly 'A' or 'L'.

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de recherche et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Concessions, brevets et droits similaires			
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations incorporelles en cours			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Immobilisations financières			
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières	152		152
TOTAL I	152		152
Comptes de liaison			
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et encours			
Créances			
Créances clients, usagers et comptes rattachés			
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	88 534		88 534
Valeurs mobilières de placement			
Instruments de trésorerie			
Disponibilités	52 695		52 695
Charges constatées d'avance	565		565
TOTAL III	141 795		141 795
Frais d'émission des emprunts			
Primes de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion actif			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	141 946		129 346

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	20 000	20 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	72 135	79 414
Excédent ou déficit de l'exercice	12 390	-7 280
Situation nette	104 525	92 135
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	104 525	92 135
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	5 875	4 230
TOTAL III	5 875	4 230
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	200	12 645
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 294	7 676
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	738	4 429
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	22 315	8 231
TOTAL V	31 547	32 981
VI		
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	141 946	129 346

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 540	3 535
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	234 517	235 025
- dont parrainages	13 616	13 950
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	276 690	231 202
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés	4 230	5 494
Autres produits		8
TOTAL I	516 978	475 264
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	1 032	3 257
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	499 956	477 668
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	317	586
Charges sociales	177	322
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	5 875	4 230
Autres charges	145	71
TOTAL II	507 501	486 134
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	9 477	-10 871
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 789	1 209
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 789	1 209
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 789	1 209
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	11 266	-9 662

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 271	6 634
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	1 271	6 634
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	146	4 252
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	146	4 252
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 125	2 382
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	520 037	483 107
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	507 647	490 387
EXCEDENT OU DEFICIT	12 390	-7 280
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	29 232	29 232
Bénévolat	45 946	59 121
TOTAL	75 178	88 352
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	29 232	29 232
Prestations en nature		
Personnel bénévole	45 946	59 121
TOTAL	75 178	88 352